

Pôle services vétérinaires  
Service : santé, protection animale et environnement  
Bureau : protection de l'environnement, sous-produits et  
alimentation animale

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 21/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SARL LA PLUME**

51510 Fagnières

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement SARL LA PLUME implanté 51510 Fagnières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL LA PLUME
- 51510 Fagnières
- Code AIOT : 0055100147
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La SARL LA PLUME exploite un élevage de volailles de chair soumis au régime de l'autorisation sur le territoire de la commune de Fagnières.

#### **Références réglementaires :**

\* Arrêté préfectoral n° 2020 AE 32 IC du 2 mars 2020 *portant autorisation environnementale au bénéfice de la SARL LA PLUME pour un élevage de 257 600 emplacements de volailles situé sur la commune de FAGNIERES.*

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Notification de changement notable	Code de l'environnement du 21/02/2023, article R-181-46	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Normalisation des effluents (analyses)	Arrêté Préfectoral du 02/03/2020, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Etat d'entretien	Arrêté Préfectoral du 02/03/2020, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet. Des résultats d'analyses sur les effluents sont manquants.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Notification de changement notable

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/02/2023, article R-181-46
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]"
<b>Constats :</b> Des modifications ont été réalisées au niveau : -des gouttières de récupération des eaux de pluies provenant des toitures des deux bâtiments construits en 2020, -des réseaux de collecte de ces eaux de pluie. Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 2 : Normalisation des effluents (analyses)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2020, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "Normalisation des effluents. Par la réalisation régulière d'analyses, le fumier peut être qualifié d'amendement organique, conformément à la norme NFU 44-051. En cas d'analyses défavorables, le fumier conserve son statut de fumier banal."
<b>Constats :</b> Les résultats d'analyse sur les effluents normés au cours de l'année n'ont pas été présentés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Etat d'entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation et aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> " Règles générales d'aménagement et d'exploitation des installations : L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. [...]"
<b>Constats :</b> L'intérieur des sas des bâtiments d'élevage et leurs abords sont propres. Non-conformité : le fossé servant d'exutoire des eaux de pluies provenant de la plateforme bétonnée n'est pas entretenu (présence d'une végétation abondante et d'amas de terre à certains endroits).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> " Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.[...]"
<b>Constats : Vus :</b> - le dispositif de disconnexion et le compteur sur le réseau d'alimentation de l'exploitation, disposé dans le local attenant à l'un des bâtiments d'élevage, - le relevé mensuel des consommations. Point non observé : le dispositif de disconnexion et le compteur au niveau du forage.
<b>Observations :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet